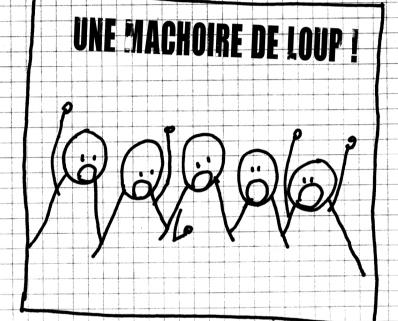
Ceux qu'on a trop longtemps tondus en caniches, ceux-là gardent encore



Pour mordre,
pour se défendre,
pour attaquer,
pour faire la grève!
La grève!
Vive la grève!

GRATUIT

InCell No

Journal apériodique avignonnais novembre 2010

LA MEILLEURE RETRAITE C'EST L'ATTAQUE!



- ▶ Un mouvement dit « contre la réforme des retraites »?
- Actions et manifs en Vaucluse.
- Confrontation avec les CRS au Palais des papes.
- Les « AG de lutte » à Avignon.
- Ce qui est en jeu.

EDITO Voici donc un numéro un peu spécial entièrement consacré au mouvement dit « contre la réforme

des retraites » auquel les rédacteurs habituels d'Incendo ont diversement participé. Ce n'est qu'assez tardivement que l'idée de sortir un Incendo pour la manif du 23 novembre est venue, sans doute parce que le mouvement semblait terminé, et qu'on avait envie de partager quelques réflexions à chaud avec tous ceux qu'on a pu croiser dans les manifs, les actions ou les piquets de grève, envie de faire connaitre les tracts, affiches et témoignages qu'on a pu trouver et qui nous ont plu. Donc, plutôt qu'un gros tract, un numéro assez léger et beaucoup plus local que d'habitude qui pêchera sans doute par un certain manque de recul en une période où l'on oscille entre déprime (normale après tout mouvement) et espoir (vivifiante manif du 6 novembre). On reviendra peut-être plus tard sur cet étrange mouvement, aussi les commentaires et critiques seront les bienvenus. En espérant toutefois se planter totalement et voir un réveil du prolétariat en ce 23 novembre... on ne sait jamais.

Le numéro spécial consacré aux rapports entre genres et classes (depuis longtemps promis) est à paraître... un jour ou l'autre.

Incendo est réalisé par quelques AvignonnaisEs allergiques aux partis, syndicats et autres orgas.
Pour nous contacter:

Incendo c/o Les Chemins non tracés, BP 259, 84011 Avignon cedex 1 ou incendo(at)no-log.org

Les anciens n° sont téléchargeables sur http://basseintensite.internetdown.org/spip.php?mot79

SOMMAIRE

Remarques générales sauvages mais limitées	р.	3
Brèves générales	p. :	9
En grève jusqu'à la retraite! (tract recto)	p.	15
Stop le capital. Pas de retraite, à l'attaque ! (affiche)	p.	16
Lycéens, pas casseurs ? Syndicalistes, pas voyous ? (tract verso)	p. ¹	18
Appel pour une « AG de lutte » à Avignon (document)		
Quelle retraite pour les précaires ? Quelle grève pour les chômeurs ? (tract)		
Manif du 6 novembre (témoignage)	p.	27
Ce qui est en jeu	p. :	29
Revues, brochures, sites, etc	p. :	31

Revues, brochures, sites, etc.

Pistes pour trouver des infos et défaire ces idées toutes faites sur le récent mouvement. Des références très diverses avec lesquelles nous ne sommes pas forcement toujours en accord mais que nous trouvons utiles.

SITES D'INFO ET DE RÉFLEXION

dndf.org: chouette blog d'info, d'analyse et de théorie!

jura libertaire : de très nombreuses infos publiées chaque jour durant le mouvement.

paris.indymedia.org: classique site d'info.

leondemattis.net: blog de l'auteur, relire en particulier, le texte sur les AG, le vote et les blocages: « Pas « démocratique » : et alors? ». « Il n'y a aucune permission à demander à qui que ce soit avant de s'opposer en actes aux décrets du pouvoir qui nous oppresse. La sédition n'a pas besoin de se justifier. Elle est à elle-même sa propre justification. ».

REVUES ET BROCHURES

Jusqu'ici. Hebdo de lutte ayant rassemblé des infos sur le récent mouvement dans de nombreuses villes. Deux numéros parus dispo en PDF sur http://jusquici.toile-libre.org

Dans le monde une classe en lutte. Numéro d'octobre 2010. Publication qui recense les luttes et grèves à travers le monde. Revient dans un long édito sur le mouvement contre la réforme des retraites « qui est aussi celui contre la précarité et la paupérisation ».

Ni patrie ni frontières. N° 30-32, octobre 2010, « Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968) ». Une compilation d'articles d'ultragauche, anars, etc. autour de la question syndicale, en partie disponible sur le site de la revue sur mondialisme.org

A propos des retraites et de l'utilité de faire grève. Brochure écrite en 2007 avançant 40 réflexions sur la réforme, l'organisation du travail, l'exploitation en général, et les luttes contre le tout... Disponible sur le site http://infokiosques.net qui compile un tas de brochures sur des sujets variés (travail, grèves, genres, histoire des luttes, etc.).

SUR LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

Offensive. N° 27, septembre 2010. La revue de l'OLS consacre son dossier à la précarité avec des articles théoriques sur la notion de précarité, sur son rapport avec le prolétariat, avec le capitalisme, etc. On peut y lire une critique de la politique de Pôle emploi, un texte d'un collectif de chômeurs en lutte, un retour sur le mouvement des chômeurs de 1997 ainsi qu'une analyse de la question des retraites et de sa récente réforme.

Blog de l'assemblée contre la précarisation de Marseille :

http://contrelapreca.eklablog.com/

SUR LE THÈME DE L'INSURRECTION

« L'insurrectionalisme qui vient ? », Intervention, n° 10, octobre 2010. Nouvel opus de Temps critiques consacré aux théories insurrectionnalistes à la mode et à leurs limites théoriques (critique de la fascination pour la violence, de l'apologie de la « bande »). Un « activisme qui porterait en lui-même son propre dépassement ». « C'est parce qu'ils ne comprennent ce « système » que comme un monde auquel il sont extérieurs que l'émeute leur apparait comme un coup de baguette magique pouvant changer le monde ou du moins anéantir l'ancien ».

A corps perdu. N°3, septembre 2010. Cette excellente revue anarchiste internationale consacre un large et très intéressant dossier à « l'insurrection », bien que peut-être un peu trop centré sur les anars. Cependant, il offre et ouvre bien des pistes de discussion et réflexion. A ne pas manquer!

UN VIEUX CLASSIQUE AU PASSAGE

Le syndicalisme, Anton Pannekoek. Charge conseilliste contre les syndicats, parue en 1936. Texte de base qui, sous certains aspects, a un peu vieilli mais reste intéressant (dispo un peu partout sur le net).

pour vivre, nous dit-on. Oui, mais est-il vraiment nécessaire de produire ceci pour vivre ainsi ?

Car ce que nous produisons en travaillant, ce ne sont pas que des richesses. Ce que nous produisons en travaillant. ce sont avant tout les conditions de notre propre domination. S'il faut produire et accumuler toujours plus, c'est parce que cette machine complexe profite à certains. Les riches ne sont pas seulement plus riches, ils sont aussi plus puissants que les autres. Tels les seigneurs d'autrefois, les capitalistes d'aujourd'hui exercent sur la société leur pouvoir collectif. Aux privilèges de la naissance, on en a substitué un autre, plus mathématique : le privilège du compte en banque.

La force de ce système, c'est de laisser croire que cette domination n'en est pas une ; qu'elle n'est qu'une forme nécessaire de toute organisation sociale ; que nul être humain d'aujourd'hui ne saurait vivre autrement.

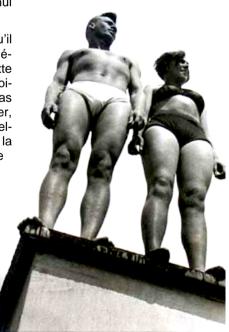
La faiblesse de ce système, c'est qu'il repose sur une production et une dépense toujours plus étendue de cette valeur nouvelle qui fait tourner le capital. Mais les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, dit le proverbe boursier, et vient toujours un moment où quelque chose lui manque. Alors c'est la crise. Alors il faut retirer aux gens ce qu'on leur a donné, les faire travailler plus, les payer moins, tout ça pour que ceux qui dominent puissent continuer à dominer.

Pour que cette domination cesse, ce n'est pas d'une réforme dont nous avons besoin, pas plus que du retrait d'une réforme. Peu importe la redistribution des richesses, car le problème ne vient pas de ce que dans le capitalisme les richesses une fois produites sont réparties inégalement, mais bien de ce qu'elles ne peuvent être produites autrement que de manière inégalitaire. Ce dont nous avons besoin, c'est que les grèves et les blocages se poursuivent: car c'est dans le mouvement de la contestation que la critique de tout ce qui existe peut se transformer en proposition pour qu'il existe quelque chose d'autre.

Il faut bloquer la production capitaliste et partager ce qui est déjà produit, puis partager la manière dont on pourra continuer à faire vivre ce partage.

> Léon de Mattis, 29 octobre 2010.

Texte pompé sur www.leondemattis.net



REMARQUES GENERALES...

sauvages mais limitées

sur le mouvement dit « contre la réforme des retraites »

a révolution d'octobre n'a pas eu lieu, mais la France vient néanmoins de connaître un des plus importants mouvements de révolte de ces dernières années. Si la grève est restée cantonnées à quelques secteurs (raffineries, cheminots... encore une grève « par procuration »), avec des taux de grévistes parfois relativement bas¹, il faut noter l'imposante et surprenante mobilisation des grandes journées de manifestations (quoi qu'on en pense et quoi qu'en pensent les participants) ainsi que l'atmosphère et la détermination aui y réanaient.

Le mouvement s'achève sur un échec si l'on n'en retient que les revendications officiellement avancées. Les dirigeants syndicaux, qui quémandaient des négociations, savaient pourtant bien que, à part quelques « améliorations », il n'y avait rien à négocier : le capital français a besoin de cette réforme². Mais on peut se demander quelle part des personnes mobilisées pensait réellement pouvoir forcer l'Etat a retirer son projet et quelle autre luttait malgré tout. Car, très rapidement, cette revendication s'est trouvée dépassée par la rue, l'enjeu devenant tout autre : « de cette société-là on en veut pas ».

Si la réforme des retraites concernait tous les prolétaires, elle a surtout été l'étincelle permettant l'explosion d'un tonneau de rage, de dégoût et de ras-le-bol. Un « y'en a marre, ça suffit! » pas très étonnant quand, depuis des mois, on entendait sans cesse un « y'en a marre, ça va péter ». C'est une rage de classe, qui s'est exprimée. Celle que l'on a canalisée à coup de manifestations « saute-mouton », d'actions symboliques, de SO et de CRS et que les partis de gauche ont bien du mal à récupérer. Une rage qui va donc bien au-delà de la question des retraites : déjà obligé de bosser 40 ans pour espérer ne pas trop mal survivre par la suite... Alors, lorsqu'on te dit qu'il te faudra bosser deux ans de plus pour toucher moins de thunes, c'est surtout ces 40 années que tu prends en pleine gueule (consciemment ou non)! Toute



Notes:

1- Même si 30 % de grévistes à la SNCF suffit à paralyser une partie du trafic, s'il s'agit des personnels roulants et techniques. 2- L'enieu est important pour l'économie française (c'est-à-dire pour le portefeuille des patrons) car entre en ligne de compte la question du temps de travail (deux ans de plus) et des salaires (les retraites ne sont qu'un salaire différé), sans parler de la cagnotte des cotisations retraites qui doivent passer progressivement au secteur privé, ou de la satisfaction des agences de notations internationales. Lire par ex. la rubrique « retraite » sur http://Spartacus1918 .canalblog.com

3

30

Ce qui est en jeu

cette vie perdue pour paraît-il la aganer³! Donc c'est trop. ca craque, ca explose, pas autant que certains l'auraient rêvé, mais assez pour en surprendre beaucoup, v compris ceux-là même qui ont exprimé leur colère. Une colère trop souvent focalisée de manière sommaire contre « Sarkozy », personnification caricaturale d'un système dont il n'est qu'un serviteur : le capitalisme. Un très pratique punching-ball pour la bourgeoisie.

Ce sont les grands syndicats qui ont lancé le mouvement, en ont globalement assuré le contrôle et orchestré la fin⁴. Leurs prises de position ont été inspirées par divers éléments, notamment par la volonté de respectabilité, la préservation de l'unité syndicale de facade (alignement sur le plus mou permettant une large mobilisation), des objectifs électoralistes (dus aux nouvelles règles de représentativité) et les rivalités (v compris au sein de la CGT entre le courant majoritaire de Thibault et ses opposants). N'étant plus dans une logique de construction du rapport de force mais dans celle du dialogue social, il s'agissait pour eux, par ce mouvement, de montrer leurs forces, leurs capacités de mobilisation afin d'être en bonne position pour de futures négociations. L'ampleur de la mobilisation a très probablement gêné les plans d'un rapide retour à la normal, les obligeant sans cesse à programmer une nouvelle journée de manifestation-enterrement. Quant à Sarkozy, il a reconnu leur conduite «responsable» (17/11/10).

Afin de gérer le mouvement et ses éventuels dérapages, la grève générale n'était évidemment pas envisageable (son succès aurait été fort incertain, tout comme son contrôle dans le cas contraire). Les directions syndicales se sont donc limitées à appeler à de grandes journées de paisibles manifs à intervalles plus ou moins réguliers. Le reste de la contestation était déléqué aux fédérations, UD, UL ou intersyndicales locales (où le poids de la CGT est très important), laissant le choix des modes d'actions aux AG de chaque secteur... ce qui a au moins le mérite de signifier qu'il n'y a pas de réel soutien national (voir les communiqués de l'intersyndicale où l'emploi du mot « grève » est le plus souvent évité). La lutte a donc eu un caractère démocratique et on sait ce que cela signifie en pratique, avec des AG catégorielles où l'usage du vote à bulletin secret est encouragé (consignes de la CGT-Cheminots) et où toutes les magouilles sont possibles

e qui est en jeu, ce ne sont plus seulement les retraites. Ce qui est en jeu, c'est ce que tout le monde comprend : que nous sommes dans un monde où il faut travailler plus et plus longtemps, et en échange se contenter de vivre avec ce qu'on nous donne. Et ce qu'on nous donne, et combien on nous en donne. détermine aussi la manière dont nous sommes supposés vivre.

Nous travaillons et en échange nous

recevons une part de la richesse commune sous forme de salaire et de revenus, et aussi, depuis quelques dizaines d'années, sous la forme de prestations sociales, éducatives, de santé, et de retraite.

ment, et cela signifie que globalement nous valons moins cher. Et si nous valons moins cher, c'est parce que dans le système capitaliste la valeur de notre travail ne dépend ni de la qualité, ni de l'utilité de celui-ci, mais seulement de sa capacité à créer de la valeur nouvelle.

Quand la création de cette valeur se déplace massivement vers les pays émergents, notre travail vaut moins, et notre vie vaut moins aussi.

Mais cela n'est pas vrai pour tout le monde. Ceux qui, détenant ou gérant les capitaux, ont un accès aux produits de ceux-ci continuent à recevoir la part majeure de la richesse créée puisque iustement l'investissement dans les pays où la main-d'œuvre est moins chère a pour obiet de maintenir les pro-



erreur que de croire que les grévistes, bloqueurs et manifestants défendent des « acquis sociaux » ou un droit légitime à se reposer après une courageuse et respectable vie de labeur. Les prolos étaient dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol. Qu'importent les mots qu'ils posaient sur leur colère (d'ailleurs le capitalisme ne sera pas aboli lorsqu'une majorité analysera le monde en termes marxistes ou anarchistes). 4- Caricature avec l'his-

3- C'est commettre une

toire des chiffres bidonnés des participants aux manifs. Sur Avignon, les cortèges du 28 octobre et du 6 novembre comptaient approximativement le même nombre de manifestants (4 à 5 000 selon des comptages officieux), mais les syndicats ont annoncé 20 000 pour le premier et 15 000 pour le second. Il fallait bien montrer que le mouvement faiblissait.

le matraquage, les manifestants forcent le passage et plusieurs centaines d'entre eux s'y engouffrent et s'installent sur la place. Si un manifestant a la tête en sang, deux gardes mobiles sont blessés dont un finira a l'hôpital; ah la pénibilité au travail! Heureusement ils partent en retraite après 10 ans de service].

D'autres centaines de manifestants, dans les deux principales rues d'accès à la place font face à des cordons de gardes mobiles débordés par la situation. Pendant plus d'une heure.

Les nombreux participants au Forum de la culture ayant fini leur champagne et devant prendre un TGV pour retourner sur Paris, des renforts de CRS [qui devaient surveiller un match de foot] sont dépêchés sur la place pour libérer le passage des berlines avec chauffeur qui attendent. Les manifestants présents sur la place sont gazés, bousculés et matraqués. [Deux personnes sont arrêtés puis rapidement relâchées].

Puis vient le tour des participants du forum de seconde zone (sans berline avec chauffeur) se regroupant dans des cars et minibus sous les sifflets et huées des manifestants... qui bloquent ensuite le départ des véhicules vers la gare TGV [notamment place de l'Horloge où se trouvent les militants de la CNT]. Nouvelle intervention des CRS qui repoussent les trouble-fêtes avec leurs boucliers.

Puis c'est le préfet du Vaucluse, en grand uniforme et escorté de flics de la DCRI et de la BAC, qui veut se frayer un passage pour rejoindre la préfecture distante de 300 m. Les manifestants, l'ayant repéré, accourent et l'insultent. C'est quoi son nom déjà? « Enculé! » me répond un responsable cégétiste (un peu homophobe mais bon...). Les CRS doivent speeder pour

assurer sa protection jusqu'à la préfecture.

A ce moment-là tout devient très confus et en plus il commence à faire nuit (il est plus de 18 h). Les CRS amorcent un mouvement sur la place de l'Horloge où sont massés les manifestants et se rassemblent devant des camions situés sur une rue perpendiculaire [rue Favart]. Personne ne comprend ce qu'ils vont faire, mais environ deux cents manifestants se rassemblent devant les fourgons ; on trouve beaucoup moins de syndicalistes badgés, plus de sans étiquettes, mais aussi pas mal de ieunes lascars qui trainaient sur la rue de la République : tout le monde gueule « police partout, justice nulle part! », « libérez Avignon! » mais surtout un vibrant et répétitif « cassezvous! ». En fait les CRS s'étaient rassemblés à cet endroit pour décrocher de la place ; une haie de bouclier doit se déployer pour faire un passage aux fourgons qui se replient sous les insultes, huées, sifflets et jets de quelques projectiles de fortune. Dernier « incident » lorsqu'une manifestante ouvre la porte du dernier camion (logistique) des flics ; les CRS gazent alors pour se dégager mais sont talonnés un bon moment par les manifestants hurlant « cassez-vous ! ». Victoire non militaire mais au moins morale si ce n'est politique.

Bref, du jamais vu pour une petite ville paisible comme Avignon!

La lutte continue!
Pas de retraite à l'attaque!

Anecdotes:

Un petit vieux a arraché et « dégradé » la casquette du Préfet.

Un CGTiste est reparti chez lui avec comme trophée un casque de garde mobile.



Lyon, 19 octobre.

(parole monopolisée et prédominante des responsables syndicaux)⁵. En fait, rien de très innovant pour assurer le souple contrôle des grévistes, le problème est que cela a fonctionné et il ne s'agit pas de dénoncer la prétendue trahison des syndicats⁶. Les discussions dans les manifs, sur les piquets de arève ou lors des actions ont pourtant montré une insatisfaction, s'exprimant plus ou moins ouvertement, d'une partie de la base devant cette aestion du mouvement (notamment l'insuffisance des manifs «saute-mouton» ou des actions symboliques). Malgré tout, la majorité des prolétaires en lutte a bien suivi les directives syndicales, seule une frange ayant choisi de s'organiser et de lutter autrement, notamment au sein d'AG autonomes. Ces dernières, qui sont apparues dans de nombreuses villes, sont sans doute l'une des caractéristiques de ce mouvement (à la différence de arèves comme celles de 1995): regroupements locaux de travailleurs (grévistes ou non), chômeurs et étudiants au sein de collectifs, AG interpro, AG en lutte, AG de lutte, etc. Si l'on peut y voir un signe de radicalisation, cela est resté assez marginal (ne semble pas comparable aux coordinations des années 80) et n'a pas entraîné un débordement des syndicats (qui dans certaines villes participaient aux AG interpro). Or, l'histoire de la lutte des classes montre que lorsque les prolétaires le veulent (mais est-ce une question de volonté?), ils peuvent bousculer et se débarrasser de toutes sortes de flics. Cela n'a pas été ici le cas et ils se sont majoritairement contenté d'attendre en espérant que les syndicats appellent à un durcissement du mouvement ou à une grève générale.

5- Pour une critique plus générale de la démocratie et des AG, voir le blog leondemattis.net 6- Ce qui laisserait entendre que les syndicats pourraient « être redressés », avoir « une bonne direction », etc. Les syndicats ne trahissent pas les travailleurs, ils font leur boulots d'intermédiaire entre capital et travail : négocier le prix de la force de travail, à l'intérieur du mode de production capitaliste.

Le mouvement d'actobre a certes conservé les caracté-

Coauin .

Avignon, avenue des sources, octobre.

ristiques des mouvements classiques précédents (arève. journée nationale de grève et/ou de manifestation) mais s'v est ajoutée une multitude d'actions locales visant principalement au blocage de l'économie. Cela rappelle évidemment le mouvement « anti-CPE » où s'était vue formuler cette idée, mais cette fois il s'aait maioritairement de l'œuvre de travailleurs et non d'étudiants. A travers le pays et selon les villes, tout a été bloqué, mais pas n'importe quoi : raffineries, dépôts pétroliers, voies de communication (routes, carrefours, autoroutes, gares et voies de chemin de fer, aéroports, ports), zones industrielles ou commerciales, centrales de distribution/logistiques, entreprises, dépôts de bus, etc. Ces actions étaient décidées et réalisées par des AG autonomes mais aussi et souvent par les intersyndicales locales (donc par la CGT car il fallait bien occuper la partie la plus remontée de la base aui, dans le cas contraire, aurait peut-être pris les choses en main). Il ne s'agit plus comme par le passé d'un piquet devant sa boite, mais de «piquets volants » (composés de travailleurs grévistes ou non, chômeurs, étudiants, etc.) allant aider les grévistes d'autres secteurs à tenir, bloquer ceux qui ne pouvaient faire grève, ou tenter d'avoir un impact économique immédiat en visant des points stratégiques (bien que parfois ces actions aient eu un caractère symbolique⁷). Dans certaines villes, le même piquet pouvait même effectuer plusieurs blocages successifs en une journée. Mais à notre connaissance, aucun blocage n'a pu être maintenu devant



Nous reproduisons ici un témoignage concernant la manif avignonnaise du 6 novembre publié anonymement sur le site d'info Indymedia-Paris. Comme il est dit dans le texte cet « événement » est assez surprenant pour aui connait un peu l'histoire d'Avianon. On n'a semble-t-il pas vu de confrontation en centre-ville entre manifestants et CRS depuis juillet 1968 (ou bien peut-être des manifs de paysans qui en général ont le droit de le faire). Nous avons toutefois corriaé certaines erreurs factuelles (ce texte a semble-t-il été écrit tout de suite après la manif) et ajouté quelques informations supplémentaires (tirées de la presse ou d'autres témojangaes). On les reconnaîtra car en italique et entre crochets.

Avignon, 6 novembre tout le monde s'attendait à l'enterrement du mouvement et à la manif la plus planplan de l'année... et bien non, manif sauvage, confrontation avec des CRS débordés, gazage et tabassage de manifestants allaient être au programme!

Tout débute à 14 h à la gare à l'appel de l'intersyndicale, tout au plus un millier de personnes sont rassemblées au départ de la manif (les syndicats avaient annoncé 20 000 manifestants lors de la dernière journée). Puis le cortège s'ébranle et se met à grossir superbement. Combien de manifestants à l'arrivée devant le Pont d'Avignon? Plusieurs milliers mais en tout cas bien plus que les pronostiqueurs de tout poils ne l'avaient prédit. Première surprise.

Puis, à la fin des traditionnelles prises de paroles, [le secrétaire de l'UD-CGT] appelle les manifestants à se rendre au Palais des papes (en centre-ville) où s'achève le « Forum d'Avignon » (« rencontres internationales de la culture, de l'économie et des médias ») en présence de toutes les crapules cultureuses imaginables et de leur ministre Frédéric Mitterrand [c'est le Davos de la culture]. C'est environ un millier de manifestants qui vers 16 h converge vers le lieu par petits groupes, sans étiquettes ou syndicalistes (CGT ou SUD).

Le secteur en question est verrouillé par un imposant dispositif de gardes mobiles. Un premier petit groupe de manifestants (SUD, CGT ou sans étiquette) cherche à rejoindre la place du Palais des Papes par une ruelle/ escalier mais se trouve face à un léger barrage de gardes mobiles... et repousse alors ces derniers pour passer... [malgré les tirs de grenades lacrymo et

7- Localement, les actions décidées par l'UD-CGT 84 (ligne Thibault) alternaient entre réel blocage et caractère symbolique ou de « sensibilisation » (voir les brèves générales, pages suivantes). Le plus caricatural fut sans doute de faire lever une centaine de personnes à 5 h du matin pour retarder deux TGV de 10 mn. Mais de toute évidence, l'UD-CGT ne cherchait pas à mobiliser au-delà de ses mili-

tants habituels.

les employés ne réagissent pas de la même façon aux directives, et contrairement à certains d'entre eux qui croient encore aux sacro-saintes vertus du travail, d'autres sont plus ou moins conscients de la situation de chômage structurel et savent que, dans un tel système, il n'y aura jamais de travail pour tout le monde. Ce chômage structurel permet en effet de baisser le coût du travail et ainsi de rendre service au patronat.

En un an de chômage, et « suivie » par deux conseillères, j'ai pu constater une différence de « traitement ». La première ne m'a jamais proposé des boulots hors du secteur dans lequel je souhaitais travailler, elle me proposait des pistes sans m'obliger à quoi que ce soit, bref je ne me sentais pas fliquée. La deuxième conseillère m'a obligée à postuler dans des secteurs professionnels qui ne correspondent pas à mes projets et mes envies. Elle m'a reproché de ne pas assez utiliser l'outil internet pour ma recherche d'emploi, alors que je lui expliquais que je n'avais pas d'accès à mon domicile, et que vus mes revenus ie ne pouvais me rendre quotidiennement dans un cybercafé. Bref, une facon de me faire comprendre que je suis inapte, et responsable de ma situation. et que ie dois « m'adapter ». Le passage obligé par l'informatique est un excellent moyen aussi pour faire le tri parmi les « demandeurs d'emploi ».

Ce jour là donc, je suis d'abord reçue par une employée dans son bureau. Je lui explique ma situation et ne comprends pas pourquoi cette lettre de rappel et la baisse de mon allocation. Mon interlocutrice se justifie par le fait que leurs services de traitement ont du retard. Elle m'invite à renvoyer le bulletin de salaire et me dit qu'elle ne sait pas

26

quand ma situation sera régularisée, c'est-à-dire quand est-ce que je toucherai le reste du fric.

Ensuite ie reviens dans la zone d'accueil. je discute avec quelques personnes venues ici tracter, ie leur raconte ma situation, et ensemble on retourne vers un agent en demandant expressément que ma situation soit régularisée. Une responsable vient mais demande à s'entretenir avec « deux représentants » du mouvement dans son bureau et sur des bases « constructives ». Les gens lui répondent qu'ils n'ont pas de représentants et ajoutent « si vous voulez qu'on parte et bien régularisez son dossier! » Forte de ce soutien, je m'explique avec elle, cette fois-ci je suis plus déterminée, je lui fais comprendre que ce sont eux qui n'ont pas été réglo, et que vue ma situation matérielle, je souhaite rapidement recevoir le reste de l'allocation. Elle s'engage alors, verbalement, à faire régulariser ma situation pour le lendemain. Cinq jours plus tard, c'était chose faite.

Pôle emploi, comme d'autres administrations telles que la CAF ou les services d'insertion, isolent constamment les personnes et du coup cassent leur confiance dans leurs capacités à exiger les sommes qui leur sont dues, à refuser des emplois mal payés, loin de leur domicile ou tout simplement qu'ils n'ont pas envie de faire. Face à leur chantage et à leur volonté de mettre au pas et au travail les précaires, le plus efficace et le plus constructif est la lutte collective, d'où l'intérêt de ce mode d'action.

Ernestine

On nous signale que le slogan servant de titre à ce texte, inventé par des chômeurs marseillais, est protégé par un copyright moral et ne peut donc être utilisé qu'illégalement ou immoralement. Chouette alors! des flics déterminés (le déblocage avait souvent lieu dès leur arrivée).

A noter également l'apparition de caisses de solidarité et d'actions de soutien aux grévistes ; certes là encore marginales (sauf pour les raffineries où l'équivalent de semaines de salaires a été collecté) ainsi que de journaux de lutte locaux (parfois vendus en soutien aux grévistes).

On peut aussi voir un signe de radicalisation dans les violences et affrontements avec les flics aui ont maraué les manifestations et les blocages, et la violente répression policière et judiciaire. La violence n'est pas une fin en soi, elle n'est qu'un outil, utilisé de tout temps par les prolétaires et les sous-prolétaires (mais dans nos sociétés policées occidentales ce fait a été, plus ou moins, occulté et oublié). Le caractère révolutionnaire d'un mouvement ne se mesure pourtant pas (sans nier son côté plaisant) au nombre de vitrines brisées ou de CRS blessés. C'est lorsque les mouvements deviennent plus radicaux ou dangereux pour l'État et le capital que le recours à la violence s'impose ou est imposé (pour aller « plus loin » il faut passer le barrage de CRS, si l'on va trop loin l'État doit réprimer). La violence ne fait pas la radicalité, ça serait plutôt le contraire.

L'hostilité aux « casseurs » était présente et évidemment entretenue par les responsables de droite ou de gauche afin, comme d'habitude, de distinguer entre bons et mauvais manifestants, diviser pour mieux gérer (rumeur sur les flics-casseurs et relents de racisme car, pour beaucoup de ceux qui hurlent, le casseur ne peut être - euphémisme - qu'un «jeune des quartiers »8). On peut néanmoins se demander si la réprobation a été aussi forte que par le passé et si la violence a autant été percue comme « extérieure »9. Peut-être est-ce dû à l'importance de la répression policière et à la brûlante et difficilement contrôlable implication des lycéens dans le mouvement (notamment ceux des lycées professionnels)¹⁰. De plus, au-delà des actions violentes de ces derniers ou de groupes «radicaux» (anarchistes, autonomes, etc.), plus classiques, on peut noter que le mouvement a été ponctué d'épisodes où violence et manifestants « de base », syndiqués ou non, ont fini par se retrouver (Montélimar, Lorient, Lyon, Avignon, etc.). Face aux flics interdisant un accès, la réaction n'a pas toujours été de rebrousser chemin, mais cela est resté il est vrai encore exceptionnel.

8- On trouve un bel exemple de cette vision raciste, dans une prose au style identitaires de L'Humanité Dimanche (21-27/10/10 p. 9) où les prétendus flicscasseurs sont démasqués car « de type bien européen » et ne portant « pas des vêtements que l'on trouve dans les cités »! Sur les prétendus « flics -casseurs », mieux vaut lire l'article « Soutien au « camarade ninia » et autres considérations » sur http:// dndf.org/?p=8212. 9- On a ainsi vu à Lvon des cheminots manifester devant un tribunal où étaient jugés des « casseurs » arrêtés la veille.

10- Sur Avignon, des

très tôt émaillé les

« débordements » ont

blocages de lycées ou

Cela était moins sensible

mobilisations lycéennes.

7

les manifs sauvages.

lors des précédentes

Mais les caractéristiques de ce mouvement peuvent également être percu comme un signe de faiblesse : les actions de blocages remplacant les méthodes classiques devenues inefficaces. Il s'aait plus probablement d'une adaptation des méthodes de lutte aux mutations de la société et du salariat (puissance du secteur public entamée, disparition des bastions ouvriers, éclatement et dispersion des entreprises, production à flux tendue, rôle des transports, précarité, etc.) et aux obstacles rencontrés (réductions du droit de grève, service minimum, réquisitions, etc.)11. Une « quérilla ouvrière » mettant en évidence les failles et faiblesses du système. Mais le mouvement a montré que l'efficacité de ces nouveaux types d'actions reste pourtant conditionnée par la persistance de la arève, notamment dans les secteurs stratéaiques (cheminots, raffineries, etc.).

11- On peut donc se demander ce qu'il en a été du recours au sabotage. Nous n'avons trouvé aucune information à ce sujet, si ce n'est une protestation de la SNCF devant la multiplication « d'actes de malveillance » sur les voies.

Donc un étrange mouvement très cadré, classique d'un certain point de vue, mais dont de nombreux aspects pourraient laisser présager des perspectives de luttes fort sympathiques. C'est souvent ce qu'on dit à la fin d'un mouvement, mais nous allons bien voir si la prochaine fois, réellement, « on lâche rien ».

Des membres de l'équipe d'Incendo

Rapides notes, impressions et pistes de réflexions discutées et écrites, un peu à chaud, en prévision de la manif du 23 novembre.



POLE EMPLOI RADIE! POLE EMPLOI CAROTTE!

Témoignage d'une chômeuse qui a croisé les membres de « l'AG de lutte » venus distribuer des tracts et tenter de régulariser des dossiers le jeudi 4 novembre.

Chômeuse indemnisée, j'ai, en septembre dernier, travaillé une douzaine de jours. Début octobre, i'en ai donc informé Pôle emploi, puis, à leur demande, envoyé le bulletin de salaire pour qu'ils recalculent mes droits. 4 novembre : petite lettre de Pôle emploi qui me réclame le bulletin de salaire! Le courrier précise par ailleurs qu'en l'absence dudit document, les allocations à venir ne pourront m'être versées. Le jour même, je me rends au Pôle emploi d'Avignon Agroparc afin d'obtenir des explications et de faire régulariser mon dossier, de plus ie constate qu'ils n'ont versé que la moitié de l'allocation pour octobre (qu'on touche en novembre). Une facon bien sûr de me rappeler à l'ordre.

Arrivée sur le site d'Agroparc, j'ai le plaisir de voir des personnes distribuer des tracts intitulés « Quelle retraite pour les précaires? Quelle grève pour les chômeurs? ». On m'en donne un que je lis. Une d'entre elles m'explique qu'auparavant, ils s'étaient rendus au Pôle emploi du Pontet pour tracter mais aussi régulariser la situation d'une chômeuse, mais cela n'avait abouti. Une personne procède à la lecture du tract à voix haute. L'idée de cette action était de faire pression auprès de Pôle emploi afin qu'il régularise la situation de chômeurs, mais aussi d'inciter ces derniers et les employés de cette administration à les rejoindre dans les manifs contre le



projet de réforme des retraites. Des agents sortent alors de leur bureau, eux aussi expriment leur mécontentement et déclarent qu'ils ont prévu de se mettre en grève, au niveau national, le 9 novembre prochain.

Si les « demandeurs d'emploi » subissent des pressions : injonction au travail, menaces de radiation quasi permanente ou suspension des allocations sous n'importe quelle prétexte, les salariés de Pôle emploi en subissent aussi. Les agents sont en effet jugés sur le nombre de placements et de radiations qu'ils effectuent et en tirent un bénéfice en percevant des primes. Leur tâche est de faire « baisser » les statistiques du chômage et rogner sur le budget social, d'où 35 000 à 45 000 radiations par mois, dont la moitié fait suite à une absence à un rendez-vous obligatoire, ce qu'ils appellent le suivi dans les projets personnalisés d'accès à l'emploi. Ici aussi, on exige des agents de faire du chiffre : ils ont presque 150 dossiers de chômeurs à suivre et ils doivent convoquer chacun d'eux tous les mois. C'est pratiquement infaisable. Bien sûr tous

être exclus du système de retraites actuel. Nous, nous ne cotiserons jamais assez.

Loin de vouloir sauver quoi que ce soit, cette réforme réduit toujours plus la possibilité d'une retraite à taux plein, voire d'une retraite tout court. Elle poursuit la destruction progressive du système par répartition et son remplacement par des logiques de privatisation. Il ne reste à chacun qu'à investir comme un bon petit capitaliste dans l'immobilier, des fonds de pensions ou des assurances privées.

La "pédagogie" gouvernementale appliquée au « problème » des retraites est la même que celle appliquée au « problème » du chômage : nous serions tous individuellement responsables du déficit comptable, responsables de ne pas savoir nous adapter aux exigences du marché, de ne pas être prêts à nous vendre à n'importe quel prix, de ne pas nous comporter comme d'habiles petits autoentrepreneurs de nous-mêmes, de ne pas participer à notre propre exploitation. Nous serions tous responsables de la dette de l'Entreprise-France, et cette logique culpabilisante justifie de soumettre au chantage tout argent redistribué socialement

Refuser la réforme des retraites, c'est commencer par dire : "Non, nous ne devons rien !", "Pas question d'endosser le sauvetage de l'économie et d'un capitalisme en crise !". C'est dire : "On ne veut pas travailler plus." Aujourd'hui, on parle de grève générale comme seul moyen de bloquer cette réforme des retraites, mais le débat se limite le plus souvent à la question des préavis syndicaux. De

son côté, le gouvernement travaille à invisibiliser la grève : le service minimum la rend toujours plus inefficace. Et pour les précaires ? Quelle grève quand on travaille en intérim, quand le patron menace de ne pas renouveler notre CDD, quand on ne travaille jamais plus de six mois dans une même boite, quand on bosse au black, quand on ne pointe qu'à Pôle emploi ?

Que nous ayons un espace de travail ou pas, nous pouvons nous organiser de manière transversale au-delà des corporations ou des statuts. Il faut que s'inventent des nouvelles formes de grève. Bloquer un Pôle emploi avec des sans-papiers, occuper un lycée avec des retraités et une maison de retraite avec des collégiens, débrayer une assurance privée avec des vacataires du public, faire un piquet avec des coursiers, investir un centre d'impôt avec des non-solvables, réquisitionner les marchandises d'un Monoprix avec des vendeurs à la sauvette. bloquer une autoroute avec des agents RATP, investir des boite de coaching avec des dockers, faire une AG dans une école de commerce avec des agents de Pôle Emploi en CDD...

PRÉCAIRES, CHOMEURS : EN GRÈVE JUSQU'À LA RETRAITE!

Exigeons nous aussi : des emplois fictifs et des logements de fonction !

Texte d'un tract distribué dans les Pôle emploi d'Avignon le 4 novembre.



BREVES GENERALES du mouvement

On trouvera ici une recension, non exhaustive, d'événements survenus autour d'Avignon entre septembre et novembre 2010, lors du mouvement dit « contre la réforme des retraites ». Elle a été réalisée à partir d'infos trouvées dans la presse bourgeoise locale, sur des sites de syndicats ou d'après des

témoignages directs. Les actions ont dans leur très grande majorité été organisées par l'intersyndicale de Vaucluse où le poids de l'UD-CGT était très important. C'est d'ailleurs cette dernière qui « fournissait » la majorité des militants présents (surtout cheminots) et une part grandissante des manifestants dans les cortèges. Les actions étaient en général assez bien organisées et très encadrées par les responsables CGT, laissant très peu de place à d'éventuelles initiatives de la base (nous soulignons dans les brèves les principaux syndicats représentés lors des actions, ce qui n'exclue pas la présence, réduite, d'autres syndicalistes ou de non-syndiqués).

Seuls les lycéens ont pu bien souvent mener des actions autonomes sans encadrement (l'UNL étant d'ailleurs quasi-inexistante). Mais n'ont pu échapper à de stupides petits chefs qui ont néanmoins eu bien des difficultés à tenir leurs troupes. Les « débordements » étaient fréquents lors des manifs sauvages, mais aussi lorsque des élèves d'autres bahuts (notamment des lycées pro) arrivaient pour tout bloquer et jetaient des projectiles contre les jaunes. D'où les protestations des petits bourgeois démocrates (souvent plus favorables à de consensuels barrages filtrants) qui les appelaient « ceux qui viennent des quartiers », ou « casseurs » pour la presse. Bonne lecture.

Lundi 6 septembre

Grève dans l'éducation nationale.

Mardi 7 septembre

Avignon: manif de 25 000 (syndicats) ou 4 000 (police) personnes.

Jeudi 23 septembre

Avignon: manif de 30 000 (syndicats) ou 6 500 (police) personnes.

Vend.24 septembre

Avignon: manif des élè-

ves infirmiers (contre leurs conditions de travail, locaux insalubres).

Samedi 2 octobre

Avignon: manif de 30 000 (syndicats) ou 6 800 (police) personnes.

Jeudi 7 octobre

Avignon: blocage des lycées René-Char, St Joseph, Mistral et Aubanel. Tentative au lycée professionnel (LP) Robert-Schuman.

Les profs du collège Jean

Brunet décident d'une grève tournante et de ne pas informer l'administration à l'avance des heures où ils feront grève.

Grève des infirmieres anesthésistes à l'hôpital d'Avignon.

Vedène: tentative de blocage au LP.

Carpentras : blocage au lycée Victor-Hugo et au lycée agricole Louis-Giraud de Serres.

L'Isle-sur-la-Sorgue : manif de 150 élèves du lycée Benoit.

Orange: blocage du Lycée de l'Arc et perturbations aux lycées professionnels de l'Argensol et Aristide-Briand.

Sorgues: refus de certains élèves du LP d'aller en cours, poubelles renversées, pierres jetées contre le lycée. Quatre lycéens sont interpellés par les gendarmes et placés en garde à vue (libérés dans la journée; l'un d'entre eux fait l'objet d'un rappel à la loi).

Vend. 8 octobre

Avignon: blocus au lycée René-Char et au LP Maria -Casares Carpentras : blocage au lycée Victor-Hugo et au lycée agricole Louis-Giraud de Serres.

Orange : blocage du Lycée de l'Arc.

Vedène : tentative de blocage au LP.

Lundi 11 octobre

Avignon: blocage au LP Schuman; le proviseur, qui a reçu des cailloux, dénonce « 20 minutes de pure violence irrationnelle » et la présence d'une centaine de « casseurs » extérieurs: abris-bus détruit, poubelles enflammées, voitures caillassées, un camion de

fruits et légumes livrant le ED voisin dévalisé. Les flics dépêchés sur place sont caillassés.

Blocages à Aubanel, St-Vincent de Paul et Mistral (situation tendue avec des « casseurs » bloquant les entrées et foutant le feu aux poubelles). Manif sauvage de 100 à 150 élèves d'Aubanel (jets de barrières, poubelles sur la route, etc.) vers Mistral où ils érigent une barricade.

Cavaillon : blocus aux lycées Alexandre-Dumas et Dauphin.

Mardi 12 octobre

Avignon: manif de 35 000 (syndicats) ou 8 000 (police) personnes, dont 2 à 3000 lycéens en tête de cortège, très encadrés par des parents d'élèves, la BAC et le SO syndical. A la fin, 2 000 d'entre eux partent en manif sauvage en direction de la marie (une centaine à l'arrivée).

Seuls 5 TGV sont partis vers Paris et un TER vers Nîmes.

Blocages des lycées Aubanel, Mistral, Saint -Vincent-de-Paul et S a i n t - J o s e p h (également à Carpentras et Orange).

Saint-Rémy: manif de lycéens.

Le Pontet : début



Avignon, lycée Saint-Joseph.



'actualité est aux retraites. Hier, c'était les allocations familiales et la sécurité socia-■le. Demain, ça sera l'allocation-chômage. En nous postillonnant leur caviar à la queule, le gouvernement et le MEDEF justifient toutes ces réformes à coup de "crise économique" et de "déséquilibre démographique". Nous vivons trop longtemps, nous sommes trop souvent malades. nous sommes trop nombreux à chômer et pas assez à cotiser. Bref, nous coûtons toujours trop cher. Par "réalisme économique", il faudrait que chacun fasse un effort, se serre un peu plus la ceinture pour "sauver" les systèmes de répartition.

Faire passer l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans, c'est dire : "Vous allez devoir travailler plus longtemps pour toucher une retraite convenable". Cette injonction au travail est un foutage de queule. Une grande partie de ceux qui arrivent à l'âge de la retraite est déjà sortie de l'emploi. Par épuisement, ras-le-bol, licenciement ou maladie. Dans un contexte de chômage structurel et de précarisation de l'emploi, la figure du travailleur garanti qui cotise à taux plein est devenue marginale. Précaires permanents, RMIstes de longue date, CDIstes à temps partiel, RSAstes fraîchement arrivés, sans-papiers, intérimaires depuis toujours, étudiants longue durée, jeunes disqualifiés, nous sommes déjà très nombreux à

23

La première fois, on avait pas eu besoin de discuter de nos objectifs: «revendications», «retrait ou modifications de la réforme», «révolution» (!). Non pas qu'on s'alignait comme l'intersyndicale sur le plus petit dénominateur commun. Nous étions là pour pousser dans le sens du rapport de force (de fait contre l'Etat et le capital).

Mais après l'action au péage, un débat a éclaté entre ceux favorables aux actions symboliques et d'autres qui voulaient (contribuer à) créer ce rapport de force. Ce qui s'est traduit en ces termes : certains, favorables à des «AG de résistance», voulaient inscrire nos actions sur le long terme. Les autres voyaient ces « AG de lutte» comme des composantes du mouvement social. Auguel cas, l'obiectif était d'essaver de taper là où ca fait mal, au portefeuille des patrons. Certains ne vovaient pas « l'utilité de maintenir des AG de lutte si y avait plus de lutte». Penser que ce n'est au'une auestion de motivation et de volonté, c'est donner bien peu d'importance au contexte. Ces AG n'avaient pas d'intérêt en soi, elles n'ont existé que parce que le rapport de force était bien plus large.

C'est un peu dommage aussi qu'on n'ait pas eu de temps pour s'intéresser davantage aux autres secteurs en lutte. Bon, on a quand même rencontré les chômeurs et les agents du pôle emploi, et la caisse de l'action au péage a été reversée à une boite en grève. Mais on est pas allé sur des piquets, on est pas allés voir ce que faisaient les p'tits camarades. Faut bien redire que le mouvement était déjà moribond... En même temps,

localement, ça nous a évité de devenir une structure dont le seul objectif est sa propre subsistance... et le débat s'est réglé de fait.

D'ailleurs, les AG de lutte ne font pas tout : le 6 novembre, les manifestants qui ont débordé les cordons de flics ne s'étaient pas coordonnés avant de le faire, idem des manifs sauvages de lycéens, et de certaines grèves spontanées. Et on doit bien reconnaitre que quelques actions de l'intersyndicale avaient de la gueule...

Tout comme pour le mouvement en général, la question de la réussite ou de l'échec de ces AG ne se pose pas. Les AG de lutte ont été le reflet des mobilisations (inter)nationales, et se sont estompées peu à peu avec lui. Et puis, si on est loin de l'autoorganisation du prolétariat, ça a quand même permis à quelques personnes de se coordonner pour participer directement, sans médiateurs et sans chefaillons à cette lutte particulièrement classe...

Marlène, ex-participante aux ex-AG de lutte.

PS: Comme quoi, on est peu de choses...

Notes:

- 1- voir le tract « Quelle retraite pour les précaires ? Quelle grève pour les chômeurs ? » et le témoignage « Pôle emploi radie, pôle emploi carotte! », pages suivantes.
- 2– A Rennes par exemple, l'ancien bâtiment de la CFDT a été squatté et transformé en « Maison de la grève ».

d'une grève reconductible à l'IME l'Olivier (Institut médico-éducatif).

Avignon : dans la soirée, filtrage et tractage sur un axe routier de Courtine, par une soixantaine de militants CGT.

Montélimar: manif de 6 000 personnes. Une centaine de manifestants (syndiqués ou pas) force la porte d'entrée de la mairie, pénètre dans le bâtiment et saccage le bureau du député-maire UMP.

Mercredi 13 octobre

Carpentras : grève des 23 salariés de la cave des Chais Beauvalière menacée de fermeture. Occupation jours et nuits empêchant l'entrée ou la sortie de marchandises.

Avignon: France Télécom et cheminots en grève reconduite. Début de la grève reconductible au CH de Montfavet.

Blocus aux lycées Mistral, Jean-Vilar de Villeneuvelès-Avignon, Robert Schuman, et Saint-Vincent-de-Paul : barricade de poubelles, jets d'œufs, de bombes de déodorant et d'un extincteur.

Jeudi 14 octobre

Bollène : tentative de blocus au lycée Lucie Aubrac et manif sauvage.

Avignon : blocus, barricades et jets de projectiles

aux lycées Aubanel, Saint -Vincent-de-Paul et Schuman. Blocus à Mistral et Saint-Joseph, tentative à La Salle.

Blocus aux lycées de Carpentras, Orange, Bollène, l'Isle/Sorgues, Pertuis et Villeneuve-lès-Avignon.

Vend. 15 octobre

Carpentras: blocage des trois lycées. Victor-Hugo est débloqué par la police. La chef d'établissement refuse aux élèves l'organisation d'une AG dans le lycée et les menace de conseils de discipline.

Avignon: la plupart des blocages de lycées sont levés. A Aubanel, une dizaine de jeunes « avec des capuches et des écharpes sur le nez » jette des pétards et des fumigènes. Idem à Louis-Pasteur où six lycéens sont interpellés.

Plus tard, 200 lycéens partent en manif sauvage en direction du commissariat. Ils pénètrent dans la cour et tentent de rentrer dans le bâtiment mais reculent devant le déploiement des flics. Au retour, ayant trouvé un carton de bombes de peinture sur un chantier, ils taguent tout sur le passage.

Orange : plusieurs centaines d'élèves des lycées de l'Arc, d'Argensol et d'Aristide-Briand manifestent.

Bollène: des lycéens bloquent l'entrée du collège Boudon à l'aide de caddies et de poubelles. Un cortège de lycéens et collégiens part à destination de l'hôtel de ville. Quelques jets de projectiles sur les keufs.

Cavaillon : blocage de Dauphin et Dumas et manif lycéenne en centreville.

Pertuis : le lycée Val-de-Durance est bloqué.

Vaison : manif de lycéens.

Avignon : grève reconductible aux impôts et barrage filtrant à l'entrée de la cité administrative

Marcoule : blocage de l'entrée du site nucléaire par 300 salariés d'AREVA et d'entreprises soustraitantes.

Samedi 16 octobre

Avignon: manif de 25 000 (syndicats) ou 7 500 (keufs) personnes. A la fin, tentative d'AG interpro sur l'esplanade Saint-Bénézet.

17-18 octobre

Le Pontet : pendant une bonne partie de la nuit 70 militants CGT et CFDT bloquent les entrées de la société de transport TFE (500 véhicules approvisionnant les grandes surfaces), puis bloquent le passage des poids-lourds au péage Avignon-nord.



Lundi 18 octobre

Avignon: tentative d'AG interpro place du Petit-Palais.

Blocus au lycée Pétrarque.

Carpentras : blocage au lycée Louis-Giraud ; les flics empêchent celui de Victor-Hugo.

Mardi 19 octobre

Avignon: manif de plus de 35 000 (syndicats) ou 7 000 (poulets) personnes. La plus grosse manif jamais vue dans cette ville, disent syndicats. A la fin, les lycéens, en tête de cortège, partent en manif sauvage, tentent de débrailler les amphis de la fac, puis décident d'aller occuper la permanence UMP. Mais les chefs auto-

proclamés détournent le cortège pour rejoindre la manif des salariés.

14 h : AG de l'éduc, mais « ouverte à tous » à Mistral à l'appel de la FSU.

15 h 30 : à l'appel de l'intersyndicale, 400 personnes bloquent les neuf accès de la zone commerciale d'Auchan-nord et celui d'Ikéa pendant près de 3 h.

Aux propositions de plusieurs grévistes, CNT et non affiliés de poursuivre par un péage gratuit (autoroute à 5 mn à pieds), beaucoup répondent « c'est une bonne idée, mais c'est pas possible, l'intersyndicale a pas prévu ça ».

19-20 Octobre

Cavaillon: une centaine de personnes bloque 150 camions de la zone artisanale et la plateforme colis jusqu'à 3 h du matin.

Mercredi 20 octobre

Avignon: 5 h 30, une trentaine de militants CGT et CFDT bloque le dépôt de bus de la TCRA et de Transdev, en Courtine. Barrage levé à 9 h 15.

14 h : des militants CGT bloquent la production de la cave Ogier, pour soutenir une déléguée syndicale menacée de licenciement.

17 h : rassemblement de 250 personnes devant le Palais des papes où se trouve le président du Sénat (pour le congrès national des départements).

Mazan : blocage du collège Malraux par un amoncellement de poubelles.

Jeudi 21 Octobre

Avignon : blocus aux lycées René Char et Aubanel.

10 h : à l'appel de l'intersyndicale, quatre cortèges partent de différents points de la ville pour converger (5 000 personnes) devant le Palais des papes où se termine le congrès national des départements (la présence d'Hortefeux était prévue). Les congressistes cravateux sortent sous la protection des gardes mobiles et sous les huées et les insultes.

15 h: l'AG des cheminots des rotondes vote la « modification des modalités » (la fin de la grève reconductible).

Orange : tentative de blocus du lycée de l'Arc stoppée par l'intervention des keufs.

Carpentras: blocus et tentative de blocus sur les

LES AG DE LUTTE À AVIGNON

voir pourquoi, cette fois, la mayonnaise a (un peu) pris.

La première surprise a été le nombre (une augrantaine de personnes, alors au'on craianait d'être moins d'une dizaine) et la diversité "socioprofessionnelle " (étudiants, profs, pas mal de chômeurs, ouvriers, retraités, et là aussi, des gens de SUD et de la CNT, et des non syndiqués). On n'était pas qu'entre militants-activistes! Comme quoi, la nécessité de s'organiser pour amplifier le rapport de force était partagée... ca, c'était la deuxième surprise. Les gens n'étaient pas venus pour faire un café philo, mais bien pour intensifier la lutte, et concrètement, aue diable!

Résultat, une première action "péage gratuit "plutôt sympathique



avec constitution d'une caisse de grève, mais tout de même deux contrôles d'identité pour les derniers à traîner sur le parking... Et une deuxième action catastrophique vers les Pôle emploi où on s'est fait balloter d'agence en agence (certains voulaient tracter et discuter, d'autres voulaient occuper et obtenir des régularisations de dossiers, bref, on savait pas bien que faire, ni donc, comment s'y prendre), mais qui a quand même eu quelques chouettes retombées¹.

Vus les lieux qu'on avait trouvés (un des petits théâtres de la ville puis la fac, tous deux dispos de 18 à 20 h), l'AG ne pouvait se réunir que peu de temps. Ce qui nous a poussés à limiter les discussions vaseuses, et à aller à l'efficacité. Le pendant négatif en a donc été le manque de préparation des actions.

L'absence d'un endroit permanent pour comploter s'est auand même ressentie... « si on avait un lieu permanent, ouvert, une maison des grévistes, ce serait plus simple ». Ce qui est vrai. Lors de la première AG, des participants ont proposé qu'on aille "ouvrir" un bâtiment. Ca a occupé pas mal des discussions. Nouvelle surprise: personne ne semblait choqué par l'idée d'occuper illégalement, de squatter. Mais, faute de temps et de forces, nous n'avons malheureusement pas réussi à dépasser le stade de la parole. Les discussions en AG ont beaucoup tourné autour de ca².

mes nombreux à ne pas nous organiser selon les formes traditionnelles sur un lieu de travail et pour autant à vouloir contribuer au mouvement général de blocage de l'économie. Car ce mouvement est aussi l'occasion d'aller au delà de l'unique problématique des retraites, de poser la question du travail, de développer et construire ensemble une critique de ce système.

L'« AG de lutte » est un des moyens de se rencontrer audelà des pseudo-divisions (salariés du privé ou du public, chômeurs, étudiants, lycéens, etc., syndiqués ou nonsyndiqués) et de prendre en main la lutte. Elle est donc ouverte à tous ceux qui veulent que la grève et le blocage de l'économie s'amplifie, jusqu'à la victoire!

L'« AG de lutte » ne doit pas être le lieu de débats interminables et stériles entre convaincus, mais celui de discussions pour décider ensemble d'actions concrètes pour renforcer le mouvement.

AUTO-ORGANISONS-NOUS! POUR BLOQUER L'ECONOMIE, BLOQUONS TOUT!

Quelques travailleurs, chômeurs et étudiants de plusieurs villes du Vaucluse.

onlacherien84@laposte.net

Appel pour l'AG de lutte d'Avignon du 27 octobre.

TÉMOIGNAGE SUR

'essor du mouvement début octobre n'est pas allé sans auelaues frustrations. Un constat apparemment assez présent était que nous ne voulions pas que l'intersyndicale gère la lutte à notre place, nous disant ce qu'on devait faire, et surtout ce qu'on devait ne pas faire. Par exemple, lors du blocage des ronds-points de la zone Auchan au Pontet, quelques manifestants avaient proposé de se diriger vers le péage d'à côté, pour y lever les barrières. D'autres manifestants leur ont répondu que tel n'était pas le plan de nos diriaeants syndicaux. Car un autre son de cloches largement répandu était qu'en dehors de l'intersyndicale, point de salut!

On se rencontrait et se croisait dans les manifs et discutait de ca sur un coin de trottoir ou de comptoir. On parlait de l'obligation de suivre les actions des syndicats, très encadrées, où on ne nous laissait décider de rien; on n'en disait pas du bien. On parlait du mouvement, de ce qu'on pourrait y faire, on parlait aussi des AG interpro organisées dans certaines villes, et ça nous titillait... la nécessité d'appeler à des AG de lutte s'est peu à peu imposée. Il y avait déjà eu des tentatives sur Avianon, notamment à l'initiative de la CNT, mais elles n'avaient pas donné arand-chose. Finalement, même si on sentait que le mouvement entamait sa phase descendante, on s'est bouaé, syndiaués ou non, et va satrois lycées, puis manif dans le centre ville.

Vend. 22 octobre

Le Pontet : de 7 h à 10 h 30, 100 à 200 personnes font un blocage filtrant de la RN7 devant la SEPR (où un plan de licenciement de 96 personnes est en cours). Très gros embouteillage.

Samedi 23 octobre

Début des vacances de Toussaint.

Vaison-la-Romaine: rassemblement de 250 personnes devant la mairie à l'appel de l'UL CGT, puis manif improvisée dans la ville.

Lundi 25 octobre

Avignon: 6 h du mat', 50 personnes retardent le départ de deux TGV à destination de Paris d'une dizaine de minutes.

9 h 30 : tentative de blocage du centre commercial Mistral 7. Les manifestants (une centaine), ne s'estimant pas assez nombreux, réalisent juste un tractage.

Mercredi 27 octobre

Avignon: première « AG de luttes » (voir p. 19-22).

Jeudi 28 octobre

Avignon: 10 h, 150 manifestants se rassemblent devant la CCI. Les cheminots CGT murent symboliquement une des portes du bâtiment. Heureusement pour le moral, des grévistes d'EDF coupent

Mascotte des manifs avignonnaises.

l'électroc à la CCI (et au quartier).

14 h : en pleine vacances scolaires, manif de 20 000 (syndicats) ou 4 000 (police) personnes.

17 h : « péage gratuit » à l'initiative de l'AG de lutte. Une quarantaine de personnes lève les barrières pendant 20 minutes sous l'œil des gendarmes. Lorsque ceux-ci commencent à s'énerver, tout le monde se replie . Les ma-

nifestants trainant un peu, les bleus procèdent à deux contrôles identité.

A l'origine, l'intersyndicale avait appelé à une distribution de tracts aux péages d'Avignon-nord et sud. Ayant appris qu'un « groupe étranger » y pré-

voyait un péage gratuit, la CGT annule son opération sans pour autant l'annoncer publiquement (en fait, elle aurait surtout craint une trop faible mobilisation de ses militants).

28-29 octobre

Le Pontet: minuit, une cinquantaine de militants CGT et SUD bloque pendant 3 h les entrées du dépôt de l'entreprise Dispam (qui alimente en produits frais restau-

rants et établissements de bouche et a connu en juillet dernier un conflit social dur). Demande de réintégration de plusieurs salariés licenciés. Pour permettre à ses camions de sortir, le patron de la boite fait abattre 20 m de clôture, ce qui met fin au blocage.

Vend. 29 octobre Avignon:

2^{ème} « AG de lutte ».

2 novembre

Le Pontet : l'AG de l'IME l'Olivier vote la fin de la grève.

4 novembre

Carpentras : fin de grève aux Chais Beauvalière. Les licenciements sont maintenus, mais les grévistes obtiennent une prime extra-légale et le paiement des jours de grève.

Le Pontet, Avignon:

visite de « l'AG de lutte » à Pôle emploi (voir p. 23-26).

6 novembre

Avignon: manif de 15 000 (syndicats) ou 3 700 (police) personnes.

L'AG de lutte prévue à la fin de la manif, place Crillon, n'a pas lieu car les manifestants se rendent devant le Palais des papes pour une seconde et très agitée manif (voir article p. 27).

9 novembre

Grève nationale des salariés de Pôle Emploi contre des suppressions de postes et pour des embauches. Dans le Vaucluse, toutes les agences sont fermées.



Avignon, place du Palais des papes, 6 novembre.

Ouverte à tous : travailleurs, chômeurs, étudiants, syndiqués ou non syndiqués, jeunes ou vieux, etc. À LA FAC D' AVIGNON (nouveau bâtiment) A 18 H Vendredi 29 octobre

Appel pour une AG de lutte à Avignon

Salariés du privé ou du public, chômeurs, étudiants, lycéens, etc., syndiqués ou non-syndiqués, si nous voulons gagner, auto-organisons nous pour lutter!

La lutte se tend des deux côtés : du nôtre, des entreprises sont en grève (complète ou perlée) depuis une dizaine de jours, des facs se bloquent, des bureaux et administra-

tions sont occupées, des raffineries et dépôts tiennent bon, des milliers de gens de tous âges et de tous horizons descendent dans les rues pour exprimer leur révolte de mille et une façons. Du leur, le GIPN charge des lycéens et autres, les CRS débloquent des dépôts pétroliers et matraquent les ouvriers, les préfets réquisitionnent des grévistes comme dans les raffineries où chez les éboueurs de Marseille.

En discutant dans les manifs, lors des actions ou sur les piquets de grève, on s'aperçoit qu'on est nombreux à ne pas se satisfaire de la réponse de l'intersyndicale qui ne nous donne pas voix au chapitre, propose des « temps forts » tous les 10 jours et des actions symboliques. Beaucoup sentent que ces grandes journées de manifestation seront insuffisantes pour faire plier ce gouvernement. Alors pourquoi pas décider nous-mêmes de la gueule qu'on veut donner à la lutte, pour l'intensifier ?

Dans beaucoup de villes, des actions viennent intensifier le rapport de force et montrer que nombreux sont ceux qui ne se satisfont plus des formes d'actions et des mots d'ordre imposés. Un peu partout sur le territoire, parmi les blocages de lycées et de gares, les grèves dans les écoles primaires, les piquets d'ouvriers devant les usines, des assemblées interpro et des collectifs de lutte se tiennent pour tenter de casser l'isolement et les séparations catégorielles. Leur point de départ : l'auto-organisation pour répondre à la nécessité de nous approprier nos luttes sans la médiation de ceux qui prétendent parler au nom des travailleurs. Nous som-

Lycéens, pas casseurs ? Syndicalistes, pas voyous ?

Lorsque les ouvriers de Conti saccageaient leur sous-préfecture, ils étaient pour l'État « des délinquants et des casseurs », alors qu'ils étaient des travailleurs en lutte. Lorsque les manifestants du 12 octobre envahissent la mairie de Montélimar et saccagent le bureau du député-maire UMP, flics et journalistes constatent la présence de « casseurs » mais regrettent amèrement qu'en majorité il s'agit de classiques manifestants... Oui sont les casseurs ?

Eh non, nous ne sommes pas tous dans la rue pour « défendre le régime des retraites »... pour beaucoup, c'est la (grosse)

goutte qui fait déborder un vase bien trop plein... pour beaucoup c'est le ras-le-bol de ce qu'ils appellent « Sarko »: capitalisme triomphant, flics omniprésents (en uniforme, à Pôle emploi ou à la CAF), racisme d'État, travail de merde payé des miettes, chômage, galère, misère, etc. Certains sont même dans la rue parce qu'ils haïssent l'État et le capital (c'est fou



Vaut mieux surveiller cette petite, elle a peut-être des boulons dans les poches ou des idées dans la tête!

non ?). Certains ont juste la rage contre ce système. Et si tout le monde ne met

pas des mots sur sa rage, ça n'empêche pas de vouloir l'exprimer, et nous n'avons pas tous la même manière de le faire. Alors, qui sont les casseurs ?

Lorsqu'un lycéen fout une poubelle au milieu de la rue, lorsqu'il allume un fumigène, il n'est plus un lycéen, il devient un « casseur ». Faut pas se voiler la face, pour les flics et les journalistes, racistes, et les autres, le casseur c'est bien souvent le jeune « des quartiers », bref c'est le jeune arabe qui est lui aussi salarié, chômeur, lycéen ou branleur comme nous tous. Alors c'est quoi un casseur ?

Lorsqu'un lycéen jette un caillou sur des

flics équipés de protections, de casques, de boucliers, ce n'est plus un casseur, c'est un « déferlement de violence » !

Mais lorsqu'un CRS tire au flashball dans la tête d'un lycéen qui déplace une poubelle (Montreuil) ou envoie à tir tendu une grenade lacrymogène dans la tête d'un autre (Caen), c'est juste un flic qui fait son travail.

Qu'est-ce qui est violent ?
Un lycéen qui brise la vitre d'un abribus de la multinationale Decaux ? Un patron qui brise la vie de milliers de prolos ?
La réforme des retraites ?

Le mot « casseur » est utilisé par les flics (de tout poils) pour nous diviser. Et pour l'État, nous sommes tous des casseurs en puissance. Toi aussi!

Le problème, pour lui, c'est que c'est vrai!

Les flics du syndicat Alliance (présent dans cette manif), demandent à l'État « plus de moyens pour se défendre » contre les « casseurs », c'est-à-dire pour tirer au flash-ball sur les lycéens qui sont en tête de la manif. Pour tirer sur vos potes, sur vos gosses et peut-être même sur les leurs!

En grève... jusqu'à la retraite!

Demi-tour des remparts, gauche! En avant, marche!

La lutte doit-elle se limiter à une grosse manif plan-plan ? A marcher pendant des heures autour des remparts puis à retourner chez nous plus ou moins dégoûtés et insatisfaits ? UMP et MEDEF l'espèrent. Quant aux centrales syndicales, elle préfèrent ça plutôt que d'appeler à une grève générale illimitée qu'elles ont trop peur de ne pouvoir contrôler. C'est donc à nous de prendre l'initiative pour propager la grève.

C'est le moment de se rencontrer, de discuter, de s'auto-organiser à la base, sans grands manitous ni petits chefs, dans chaque boîte, dans chaque établissement, sans pour autant s'y enfermer. D'aller au delà des divisions que nous impose le capital : travailleurs du privé ou de la fonction publique, chômeurs, étudiants, lycéens, etc. Nous sommes tous des chômeurs en puissance, avec pour seul avenir des retraites de misère... ou pas ! Nous sommes à un tournant, c'est le moment, si nous voulons gagner, de prendre en main la lutte, de rejoindre les secteurs en grève et d'être ingérables car c'est ça que craint le gouvernement (et les patrons derrière lui).

Si les lycéens font peur à l'État c'est qu'ils ne sont pas contrôlables et qu'une fois dans la rue ils vont où ils le décident, font ce qu'ils veulent (ce n'est pas encore notre cas). Ce con de Luc Ferry disait qu'ils sont comme du dentifrice « une fois sortis du tube, on sait pas comment les faire rentrer ». C'est à nous d'être du dentifrice!

Si les cheminots et les camionneurs font si peur à l'État c'est parce qu'ils peuvent paralyser l'économie en bloquant les transports de marchandises et de travailleurs (les TER de prolos mais surtout les TGV remplis de pôovres cadres sup).

Ce qui a fait reculer l'État sur le CPE, ce n'est pas les quelques grands défilés intersyndicaux. Ce sont des milliers de jeunes (étudiants rejoints par lycéens, des chômeurs, des précaires, etc.) qui à travers le pays s'auto-organisaient pour mener des actions de blocages de routes, de gares, etc., des opérations « péages gratuits », des occupations, des manifs sauvages et que la situation devenait ingérable et intenable pour nos dirigeants.

Si l'on veut, *au minimum*, faire plier le gouvernement, il y a 36 solutions et on peut en inventer d'autres! Nous savons tous que la grève de 24 h une fois par semaine n'en fait pas partie. Déjà ça commence dans pas mal de villes : blocages de dé-

pas partie. Deja ça commence dans pas mai de villes : blocages de de pôts pétroliers ou de bus, de ponts, de gares, de zones industrielles...

Auto-organisons-nous, bloquons tout et même le reste!

La peur est en train de changer de camp, c'est le moment ou jamais de foutre la paquet!

Mettons les capitalistes à la retraite!

Quelques chômeurs, précaires et dentifrices, sans étiquette.

Pour nous contacter : lelundialaplage@gmail.com

STOP LE CAPITAL PAS DE RETRAITE, A L'ATTAQUE

Le « problème » des retraites est une vaste escroquerie pour nous faire gober de sévères mesures dont l'objectif est tout simple : nous faire bosser plus, plus longtemps et nous payer moins... pour mieux remplir les poches des patrons.

Normal de pas se laisser faire.

Il ne s'agit pas de défendre un système de retraites pourri, ou de prétendus « acquis », qui nous obligent à travailler 40 ans dans l'espoir de pouvoir ensuite crever en paix : perdre sa vie à la gagner. Il s'agit de se défendre contre cette nouvelle offensive de l'Etat et des capitalistes. La meilleure défense a toujours été l'attaque, alors prenons nos affaires en main!

Débordons les chiens de berger. Assez des syndicats qui veulent contrôler le mouvement à coup de manifs traîne-savates chiantes, pour paraître responsables et sérieux, puis aller négocier des miettes avec les ministres! Assez des partis qui ne pensent qu'à leurs élections et qui mèneraient quasiment les mêmes réformes! Ne nous laissons plus faire.

Ne suivons plus les règles de leur jeu.

La grève est une arme à notre disposition pour bloquer l'économie et frapper nos ennemis là où ça fait mal : au portefeuille. Elle ne libère pas que du temps, mais aussi des cerveaux, pour réfléchir, discuter, s'organiser et agir collectivement, au-delà des catégories professionnelles : comité de grève, AG interpro, AG de lutte, comités de quartiers, groupes affinitaires, actions directes, blocages, occupations et tout ce qu'on peut imaginer pour sortir des cadres sclérosants qu'ils nous imposent.

A nous d'être inventifs, offensifs et incontrôlables.

C'est ça qui fait peur au pouvoir.

C'est ça qui peut le faire vaciller.

Pour un mouvement réel qui abolit l'état des choses existant, dépassons les bornes !



